

Syndicat "Avenir lycéen": "Une affaire à partir de rien", pour Blanquer

Paris, 22 nov. 2020 (AFP) -

Mediapart et Libération, qui ont enquêté sur le syndicat "Avenir lycéen" et le soupçonnent d'être téléguidé par le ministère de l'Education, "essaient de faire une affaire à partir de rien", a déclaré dimanche Jean-Michel Blanquer.

"Si quelqu'un regarde de près ce qui est dit dans ces articles, (...) on voit bien que Libération et Mediapart essaient de faire une affaire à partir de rien", a affirmé le ministre de l'Education sur RTL.

Interrogé pour savoir si lui ou le ministère avaient instrumentalisé ce syndicat, il a répondu fermement: "Bien sûr que non".

Samedi, Libération a publié un long article affirmant que ce syndicat lycéen créé en 2018, qui s'est distingué par sa défense des réformes gouvernementales, avait "germé" au ministère avec l'idée de "servir la communication" de M. Blanquer.

Mediapart a, lui, révélé début novembre qu'"Avenir lycéen" avait reçu 65.000 euros de subventions en 2019 qu'il avait dilapidés en frais de bouche et hôtels de luxe.

Ces accusations ont provoqué un tollé syndical et conduit LFI à réclamer une commission d'enquête parlementaire.

"Pourquoi pas une commission d'enquête? ça peut être intéressant. J'aime bien quand il y a des enquêtes, c'est très important pour la démocratie", a répondu M. Blanquer sur RTL, tout en accusant LFI d'être un "pompier pyromane".

Selon lui, ce parti "cherche depuis des années à avoir une influence sur le milieu lycéen et étudiantin". "Les liens sont énormes entre LFI et une série d'organisations. C'est eux qui font ça, ce n'est pas moi", a-t-il affirmé.

Le ministre a également minimisé les éventuelles dérives financières chez "Avenir lycéen". "Vous avez juste des lycéens qui ont peut-être dépensé de manière inopinée l'argent qu'ils avaient. J'ai tout de suite demandé une enquête là-dessus. Ce n'est pas davantage que cela", a affirmé le ministre.

Après l'article de Libération, les syndicats lycéens ont dénoncé samedi une "propagande d'Etat" et une tentative du ministère de l'Education "d'étouffer" la contestation des jeunes.

ctx/jt/cbn

Afp le 22 nov. 20 à 21 27.